

CLT/CH/INS

PS

(5)



MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Administration du Service archéologique
de l'Iran

Règlement d'application de la Loi du 12 Aban - Mah 1309.
(3 Nov. 1930) relative à la conservation
des antiquités de l'Iran

Approuvé par le Conseil des Ministres
(28 Aban-Mah 1311)

(19 novembre 1932)

Imp. « PHAROS » Téhéran

— 1 —

Règlement d'application de la Loi du 12 Aban-Mah 1309
(3 Novembre 1930) relative à la conservation des antiquités de la Perse
(Approuvé par le Conseil des Ministres le 28 Aban-Mah 1311)

DEFINITIONS.

Article 1— Sont dits «antiquités» tous les produits des arts de tous les peuples qui ont vécu sur le sol de la Perse jusqu'à la fin de la période Zend.

Les antiquités sont immobilières ou mobilières, immobilières lorsqu'elles sont attachées au sol ou difficilement transportables, mobilières lorsqu'elles ne sont pas immobilières.

Sont assimilés aux antiquités immobilières les sites naturels tels que grottes, abris sous roches, rochers conservant des vestiges d'anciennes civilisations.

Sont assimilés aux antiquités mobilières les éléments de construction ou de décoration facilement transportables, ayant fait corps avec des édifices ou des sites naturels considérés comme antiquités immobilières et qui ont été trouvés détachés des dites antiquités.

CHAPITRE I.

Des antiquités immobilières

Article 2— Un inventaire de toutes les antiquités immobilières intéressant l'histoire nationale de la Perse actuellement connues sera dressé par le Service archéologique de la Perse.

Au fur et à mesure que de nouvelles antiquités immobilières présentant le même caractère historique et national seront découvertes elles seront portées à l'inventaire.

Les antiquités ainsi classées, et celles-la seules, seront considérées comme „Monuments nationaux immobiliers“

L'inventaire sera nommé „Inventaire des Monuments nationaux immobiliers.“

Article 3. A quelque moment que ce soit, un site quelconque pourra être inscrit à l'inventaire lorsqu'on aura acquis la certitude qu'en cet endroit se trouve dans le sol une antiquité intéressant l'histoire de la Perse.

Article 4. Quiconque possède une antiquité immobilière susceptible d'être classée comme „Monument national“ ainsi que quiconque apprend l'existence d'une semblable antiquité doivent le faire savoir de suite au Service archéologique par l'intermédiaire du représentant le plus proche de l'Administration de l'Instruction publique, ou, à défaut par l'intermédiaire des agents de l'Administration des finances.

Le Service archéologique, après avoir examiné l'antiquité signalée, proposera, s'il y a lieu, son inscription à l'Inventaire des monuments nationaux,

Article 5. L'inscription à l'inventaire d'une antiquité immobilière ou d'un site recelant une antiquité immobilière sera proposée par le Directeur général du Service archéologique au Ministre de l'Instruction publique qui décidera.

— 3 —

de l'opportunité du classement et, le cas échéant, l'ordonnera par le moyen d'un arrêté.

Toutefois le classement ne deviendra définitif et ses effets ne s'appliqueront de plein droit qu'après que notification officielle en aura été faite au propriétaire des antiquités ou des sites en question et que l'on aura examiné le bien fondé de sa protestation éventuelle. Un délai d'un mois est accordé au propriétaire pour formuler sa protestation.

Article 6. Les agents du Service archéologique chargés d'établir l'Inventaire des monuments nationaux devront constituer sur chaque antiquité immobilière en instance de classement un dossier très complet de renseignements recueillis sur place.

Ce dossier devra comprendre tous les renseignements nécessaires à l'établissement de la proposition de classement c'est à dire, autant que possible:

- Le nom sous lequel l'antiquité immobilière est connue dans le pays.
- Son nom véritable,
- Sa situation géographique exacte,
- Le nom de son fondateur,
- La date de sa construction,
- Son plan succinct,
- Des photographies,

— 4 —

- L'exposé de sa situation légale,
- Toutes particularités intéressantes pouvant justifier le classement et n'entrant pas dans cette énumération.

Il serait intéressant que ce dossier comportât aussi:

Des relevés permettant d'établir ultérieurement les plans, coupes, situation, détails de construction et de décoration du ou des monuments.

Le relevé, des photographies et, si possible, des estampages des inscriptions.

Les légendes relatives à l'antiquité immobilière ayant cours dans la région.

En cas de restaurations antérieures à la date des travaux, le nom du ou des restaurateurs et l'indication des parties restaurées, avec dessins et photographies à l'appui.

En somme toute la documentation qu'il aura été possible de recueillir, en se souvenant bien qu'aucun détail, même d'apparence futile, aucun renseignement, même manifestement légendaire, n'est à dédaigner.

Lorsqu'une antiquité immobilière aura été définitivement classée comme „Monument national“, le dossier ayant servi à l'établissement de la proposition de classement, auquel aura été joint le texte de l'arrêté ministériel ordonnant le classement, sera versé aux „Archives des Monuments nationaux“.

Postérieurement au classement, les aliénations de

l'ai

des

effe

au

jou

dro

s'op

por

n'ei

dro

exéc

mor

culi

com

cet

que

de l

qu'il

exéc

l'aut

men

que

L'antiquité, les mesures conservatrices prises par le service des antiquités à son sujet, les réparations qui auront été effectuées feront l'objet de notes détaillées qui seront jointes au dossier.

Article 7. Les particuliers ayant la possession ou la jouissance d'une antiquité immobilière classée gardent leurs droits de propriété ou de jouissance, mais ils ne pourront s'opposer aux mesures que l'Etat estimera devoir prendre pour la sauvegarde de l'antiquité.

Au cas où ces mesures entraîneraient une dépense il n'en pourrait rien être réclamé aux propriétaires et leur droit de propriété n'en serait nullement diminué.

Article 8. Le Service archéologique est chargé de faire exécuter les travaux nécessaires à la conservation des monuments nationaux ordonnés par l'Etat. Lorsqu'un particulier ayant la jouissance ou la propriété d'un édifice classé comme Monument national désirera restaurer ou réparer cet édifice à ses frais ou y apporter quelque modification que ce soit, il devra préalablement soumettre au Ministre de l'Instruction publique un programme détaillé des travaux qu'il désire entreprendre et obtenir l'autorisation de les exécuter.

Le Ministre de l'Instruction publique pourra refuser l'autorisation demandée s'il estime que les travaux prévus menacent la solidité ou l'aspect de l'édifice. Il pourra exiger que ces travaux soient exécutés de telle façon qu'il jugera

— 6 —

convenable et, notamment, imposer le remploi des matériaux anciens ou l'emploi de techniques ou de matériaux semblables à ceux dont s'étaient servis les constructeurs de l'édifice,

Ces travaux, dont le détail sera précis par l'autorisation ministérielle, seront exécutés sous le contrôle du Service archéologique.

En cas d'abandon des travaux en cours d'exécution le Service archéologique sera chargé de les continuer aux frais du propriétaire défaillant.

Si les travaux n'étaient pas exécutés conformément au programme fixé par l'autorisation ministérielle leur démolition et leur reconstruction correcte pourront être exigées, sans préjudice des peines prévues par la loi en cas de dommages causés aux monuments nationaux. Ou même si le Ministre de l'Instruction publique le jugeait à propos, l'Etat pourrait démolir et reconstruire lui-même aux frais du propriétaire.

Article 9. Il pourra être établi, pour la protection des Monuments et des sites nationaux particulièrement intéressants pour l'histoire de la Perse des zones de protection ou il sera interdit d'élever des constructions, de planter des arbres, de pratiquer des excavations, d'établir des cimetières.

Pour chaque cas le Ministre de l'Instruction publique déterminera les conditions dans lesquelles ces zones de protection pourront être établies et fixera les indemnités qui pourraient être allouées aux intéressés.

— 7 —

II est interdit

Article 10. 1) — De détruire ou endommager les Monuments nationaux, de les couvrir d'enduit ou se peinture, d'y graver des dessins ou des inscriptions,

2) — D'effectuer à proximité des édifices inscrits à l'inventaire tous travaux qui pourraient compromettre leur solidité ou leur aspect.

3) — De s'approprier, acheter ou vendre sans autorisation du Ministre de l'Instruction publique, des matériaux appartenant ou ayant appartenu aux édifices inscrits à l'inventaire.

Quiconque se sera rendu coupable de l'un de ces délits sera traduit en justice et condamné au paiement d'une amende de 50 à 1000 tomans. De plus il pourra lui être réclamé le remboursement de la réparation du dommage causé par lui aux Monuments nationaux.

Article 11. La garde des Monuments nationaux immobiliers situés loin de toute agglomération urbaine sera assurée par des postes spéciaux chargés de leur surveillance constante.

Dans le cas de Monuments nationaux immobiliers situés à l'intérieur ou à proximité d'une agglomération urbaine et ne pouvant se garder eux-mêmes il suffira généralement que l'arrêté ministériel ordonnant le classement imposé à la municipalité de l'endroit l'obligation d'en assurer la garde, par les moyens qui lui sembleront bons mais sous la responsabilité entière du chef de

— 8 —

la municipalité. Le Ministre de l'Instruction publique déterminera pour chaque cas le système de garde qui devra être adapté, poste spécial, surveillance par le personnel ordinaire du monument ou surveillance par la municipalité.

Le Service archéologique s'assurera de l'efficacité des mesures prises.

CHAPITRE II.

Des antiquités mobilières

Article 12. Les antiquités mobilières intéressant l'histoire nationale et se trouvant en Perse en la possession de particuliers seront inscrites à un Inventaire spécial, sous réserve des dispositions de l'article 3 de la Loi. Cet Inventaire sera nommé „Inventaire des Monuments nationaux mobilières“. Une antiquité mobilière pourra être inscrite à l'Inventaire à quelque moment que ce soit.

Les effets de l'inscription suivront l'objet en quelques mains qu'il se trouve.

Article 13. Lorsqu'une antiquité mobilière aura été définitivement classée „Monument national“ le dossier ayant servi à l'établissement de la proposition de classement auquel aura été joint le texte de l'arrêté ministériel ordonnant le classement, sera vers  aux archives des monuments nationaux. Toute aliénation postérieure et, d'une façon générale, tout  v nement intéressant une antiquité

mobilière classée feront l'objet de notes détaillées qui seront jointes au fur et à mesure à son dossier.

Article 14. Un certificat descriptif de chaque objet inscrit à l'Inventaire, comprenant une ou plusieurs photographies et mentionnant, autant que possible, son lieu d'origine et les conditions de sa découverte, sera établi en double exemplaire par le Service archéologique.

L'un des exemplaires sera conservé aux archives des Monuments nationaux et l'autre remis gratuitement au propriétaire de l'objet. Cet exemplaire suivra l'objet au cours de toutes ses aliénations.

Article 15. Les antiquités mobilières inscrites à l'Inventaire ne peuvent être modifiées, restaurées ou réparées qu'avec l'autorisation du Ministre de l'Instruction publique et sous le contrôle du Service archéologique.

La destruction d'un Monument national mobilier et toute infraction aux dispositions du présent article seront punies d'une amende proportionnée au dommage causé.

Article 16. Tout propriétaire d'une antiquité mobilière classée doit, s'il désire la vendre, en aviser le Ministre de l'Instruction publique par lettre recommandée. La vente ne pourra avoir lieu que 10 jours après réception de cette lettre.

Lorsque le Gouvernement aura fait connaître au propriétaire, dans ce délai de 10 jours, son intention d'acquérir l'objet au profit des collections nationales, il aura la prio-

— 10 —

rité sur les autres acquéreurs à conditions égales. Il sera considéré comme ayant renoncé à son droit de préemption lorsqu'il n'aura pas manifesté, dans le délai prévu, son intention d'acquérir l'objet.

Dans tous les cas, sauf si l'Etat est l'acquéreur, et de quelque façon qu'une antiquité mobilière aura été aliénée, l'ancien propriétaire de l'objet devra faire connaître au Ministre de l'Instruction publique, dans les 10 jours suivant l'aliénation, le nom et le domicile du nouveau propriétaire.

Quiconque vendra un Monument national mobilier à l'insu du Ministre de l'Instruction publique sera condamné au paiement d'une amende égale au prix de vente de l'objet. Le Gouvernement pourra en outre s'emparer de l'objet en remboursant à l'acquéreur la somme payée par lui. De plus, lorsqu'il aura été prouvé que l'acquéreur connaissait l'inscription de l'objet à l'Inventaire des Monuments nationaux, il sera considéré comme complice de vendeur et puni de la même peine que lui, à moins qu'il n'ait lui-même averti le Gouvernement.

Article 17. Quiconque trouvera fortuitement des antiquités mobilières, même dans une propriété lui appartenant, devra en aviser de suite le Ministre de l'Instruction publique par l'intermédiaire du représentant de son administration le plus proche ou à défaut par l'intermédiaire des agents de l'administration des Finances.

Après examen des objets par le Service archéologi-

q
es
p
à

tr

et
qu
ci

so
se
de

lor
me
cel

but
d'o

— 11 —

que, la moitié des objets ou de leur valeur commerciale estimées par expertise sera rendue à l'inventeur. L'Etat pourra, à son gré, garder l'autre moitié ou la donner à l'inventeur.

CHAPITRE III.

Des Fouilles.

Article 18. Le droit de fouiller le sol en vue de trouver des antiquités appartient exclusivement à l'Etat.

Article 19. L'Etat peut user lui-même de son droit et faire exécuter des fouilles par son Service archéologique ou le déléguer provisoirement par autorisations spéciales à des particuliers ou à des institutions scientifiques.

Article 20. L'Etat a le droit de faire exécuter des sondages par son Service archéologique partout où il lui semble intéressant de rechercher des preuves de l'existence, de la nature ou de l'âge d'un site antique.

Article 21. Les fouilles sont dites «scientifiques» lorsqu'elles ont pour but de découvrir des documents permettant l'étude des civilisations anciennes de la Perse et celle de leurs rapports avec les autres civilisations.

Elles sont dites «commerciales» lorsqu'elles ont pour but la découverte d'antiquités destinées à être l'objet d'opérations commerciales.

. — 12 —

Article 22. Les autorisations d'exécuter des fouilles sur des sites inscrits à l'Inventaire des Monuments nationaux ne seront accordées qu'à des institutions scientifiques et par le Conseil des Ministres. Les autorisations d'exécuter des fouilles sur des sites non inscrits à l'Inventaire des Monuments nationaux seront accordées par le Ministre de l'Instruction publique.

Aucune fouille commerciale ne pourra être exécutée sur des sites ou dans des monuments inscrits à l'Inventaire des Monuments nationaux.

Article 23. Les demandes d'autorisations de fouiller devront être adressées au Ministre de l'Instruction publique. Elles devront contenir.

1) — Les noms, prénoms, qualité, domicile et nationalité du requérant, ou, si le requérant est une institution scientifique, les noms, prénoms, qualités, domiciles et nationalités de son représentant officiel auprès du Gouvernement Persan et du ou des savants chargés de l'exécution des fouilles.

2) — L'indication exacte, avec plan ou croquis à l'appui, du nom, de l'emplacement et des limites du ou des sites que l'on se propose d'exploiter.

3) — Un exposé sommaire du but des fouilles et du programme des travaux.

Article 24. Les autorisations seront accordées pour un ou plusieurs sites et pour une ou plusieurs années,

elles
exéc
ront
tion

dans
tre l
du t

l'Inv
s'est
être
tion.
d'apr
manq
néces

tés à
chéol
trouv

son o
arché

garde

— 13 —

Elles indiqueront la période de temps pendant laquelle elles seront valables, les localités où les fouilles pourront être exécutées et les limites des concessions. Elles comporteront les conditions techniques que le Ministre de l'Instruction publique pourra juger utile d'imposer aux fouilleurs.

Article 25. Il ne pourra être exécuté de fouilles dans une propriété privée que si le fouilleur possède, outre l'autorisation du Gouvernement, celle du propriétaire du terrain.

Cependant le propriétaire d'un terrain inscrit à l'Inventaire des Monuments nationaux ou d'un site qui s'est révélé ; après sondages préliminaires, comme devant être inscrit à l'Inventaire, ne pourra refuser son autorisation. Il pourra seulement réclamer une indemnité calculée d'après le préjudice causé, à sa propriété le double du manque à gagner par le fait des fouilles et les dépenses nécessitées par la remise en état du terrain.

Article 26. Les chantiers de fouilles pourront être visités à tout moment par le Directeur Général du Service archéologique ou toute personne désignée par lui. Les objets trouvés devront toujours pouvoir lui être présentés.

Le fouilleur devra en outre admettre la présence sur son ou chacun de ses chantiers d'un délégué du Service archéologique,

Article 27. Les fouilleurs assureront eux-mêmes la garde de leurs chantiers.

— 14 —

Article 28. Toute autorisation comporte l'obligation de travailler sur chacun des sites concédés pendant 60 jours au moins par année, à moins que les fouilles ne soient terminées dans un laps de temps moindre,

Article 29. Il est interdit aux fouilleurs de se livrer sur les antiquités découvertes à des manœuvres qui pourraient les endommager.

Article 30. Le concessionnaire d'une autorisation de fouilles est tenu de laisser sur place et de remettre en l'état où il les a trouvées les antiquités immobilières dont le déplacement et la dépose temporaire pourraient avoir été autorisés par le Gouvernement.

Il doit, à la fin de chaque campagne, combler les puits de sondage isolés et enterrer les ossements ou débris de même genre dont la vue pourrait choquer les passants,

Article 31. Les antiquités trouvées au cours de fouilles régulières, scientifiques ou commerciales, sur un même site et dans une même saison de fouilles, seront partagées entre l'Etat et le fouilleur de la façon suivante: L'Etat pourra choisir tout d'abord 10 objets, au maximum qui deviendront ainsi sa propriété puis il partagera le reste par moitié avec le fouilleur. Les antiquités immobilières seront exclues du partage. L'Etat pourra se les approprier.

Si le nombre des objets trouvés ne dépassait pas 10 et que l'Etat garde le tout, comme il en aurait le droit, il rembourserait au fouilleur les dépenses qu'il a faites.

— 15 —

Le fouilleur ne sera autorisé à emporter sa part des antiquités trouvées par lui qu'après que le paiement de l'indemnité due au propriétaire aura été effectué.

Remarque : On entend par saison de fouilles une période de travaux ne dépassant pas une année.

Article 32. Les antiquités trouvées au cours de fouilles scientifiques ayant par définition un caractère purement documentaire, les objets de cette sorte qui reviendront à l'Etat feront de droit partie des collections nationales et ne pourront être vendus.

L'Etat disposera comme bon lui semblera des antiquités lui revenant de fouilles commerciales après qu'auront été prélevés les objets intéressant des collections nationales.

Article 33. A la fin de chaque campagne de fouilles scientifiques, le fouilleur remettra à la Direction du Service archéologique,

1) — un plan du ou des champs de fouilles avec légende indiquant la position des édifices et des principaux objets découverts.

2) — une liste de tous les édifices et objets trouvés y compris ceux qui lui seront échus en partage.

3) — un rapport sommaire contenant l'historique des travaux et l'indication des principaux résultats obtenus,

— 16 —

avec référence au plan et à la liste d'objets,

Article 34. Les fouilleurs ainsi que les institutions scientifiques qu'ils représentent, feront parvenir au Service archéologique 2 exemplaires de chacun des ouvrages, articles de revues, recueils de photographies ou de dessins publiés par eux sur les faits relevés et sur les objets trouvés au cours de leurs fouilles.

Article 35. En cas de contravention aux dispositions de l'un des articles précédents les travaux de fouilles pourront être suspendus par décision du Ministre de l'Instruction publique jusqu'à ce que l'état de contravention ait cessé.

L'autorisation de fouiller pourra même être retirée en cas de contravention grave.

Article 36. Quiconque contreviendra aux dispositions de l'article 10 de la Loi ou l'article 17 du présent règlement, exécutera des fouilles sans autorisation régulière ou exportera des antiquités en contrebande sera condamné au paiement d'une amende de 20 à 2000 tomans.

Les objets découverts seront saisis et confisqués au profit de l'Etat.

Article 37. Ne seront pas considérés comme ayant eu pour but la recherche d'antiquités, les sondages, les fouilles, les enlèvements de terre, si la personne qui a procédé à ces travaux n'avait aucune raison de croire que le terrain pouvait contenir des antiquités. Leur auteur n'est pas passible des peines prévues à l'article précédent.

— 17 —

CHAPITRE IV.

Du commerce des antiquités

Article 38. Quiconque désire faire du commerce des antiquités sa profession doit se munir d'une autorisation qu'il appartient au Ministre de l'Instruction publique d'accorder ou de refuser.

Les autorisations d'exercer le commerce des antiquités seront strictement personnelles.

Article 39. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Ministre de l'Instruction publique.

Elles devront contenir :

1) — Les nom, prénoms, domicile et nationalité du requérant.

2) — L'indication de la localité où celui-ci désire exercer son commerce,

Article 40. Les autorisations d'exercer le commerce des antiquités seront conformes au modèle figurant à la suite du présent règlement. Toutefois le Ministre de l'Instruction publique aura toujours le droit d'en modifier le texte lorsqu'il le jugera utile, pour le meilleur contrôle du commerce des antiquités.

Article 41. Peuvent faire l'objet d'opérations commerciales :

1) — Les matériaux appartenant ou ayant appartenu

— 18 —

à des Monuments nationaux immobiliers lorsque leur entrée dans le commerce aura été autorisée par le Ministre de l'Instruction publique.

2) — Les antiquités de provenance licite qui se trouveront dans le commerce au moment de la promulgation de la Loi relative à la conservation des antiquités.

3) — Les antiquités découvertes fortuitement qui seront la propriété de leurs inventeurs conformément aux dispositions de l'article 10 de la Loi et de l'article 17 du présent règlement.

4) — Celles des antiquités découvertes au cours de fouilles exécutées par l'Etat qui auront été jugées sans intérêt pour le développement des collections nationales et mises par lui dans le commerce.

5) — La part revenant aux fouilleurs des antiquités découvertes au cours de fouilles commerciales.

6) — Celles des antiquités provenant de fouilles commerciales qui reviendront à l'Etat et seront mises par lui dans le commerce,

7) — Celles des antiquités saisies et confisquées au profit de l'Etat en vertu des articles 16 de la Loi, 36, 48 et 50 du Règlement, qui seront mises par lui dans le commerce.

Article 42. Tout marchand d'antiquités doit posséder un registre, du modèle approuvé par le Service ar-

— 19 —

chéologique, où il inscrira, jour par jour et par numéros d'ordre, l'entrée et la sortie des antiquités achetées et vendues par lui dont le prix de vente est supérieur à 20 tomans.

Tous les détails de dimensions, matière, couleurs, permettant d'identifier les antiquités en question figureront à ce registre ainsi que les indications permettant d'établir qu'elles peuvent légalement faire l'objet d'opérations commerciales.

Avant d'être mis en usage le registre devra être paraphé à chaque page par un inspecteur du Service archéologique.

Article 43. Au cas où un marchand d'antiquités exercerait son commerce en plusieurs endroits, les transports d'antiquités d'un endroit à un autre devront être mentionnés aux registres des deux établissements comme s'il s'agissait de vente et d'achat

Article 44. Les inspecteurs du Service archéologique, accompagnés ou non d'agents de police pourront à tout moment pénétrer dans toutes les parties d'un local affecté au commerce des antiquités pour inspecter le registre des achats et ventes, en contrôler la tenue régulière et vérifier le stock du marchand

Le marchand devra faciliter l'inspection et donner

toutes les explications demandées concernant son commerce,

A la fin de chaque inspection, l'agent du Service archéologique visera le registre de l'établissement.

Article 45. Le fait d'exercer sans autorisation régulière la profession de marchand d'antiquités et toute infraction aux dispositions du présent chapitre seront punis par le tribunal compétent,

Le juge pourra ordonner le retrait de l'autorisation accordée d'exercer le commerce des antiquités.

Article 46. Tout courtier ou marchand qui se sera entremis à un titre quelconque dans une opération de vente d'antiquités trouvées au cours de fouilles illicites sera considéré comme complice du fouilleur et passible des mêmes peines que lui.

Article 47. Toute personne qui désire exporter des antiquités doit en demander l'autorisation au Ministre de l'Instruction Publique.

Cette demande, accompagnée d'une liste indiquant le nombre des objets, leur nature, leur provenance et leur valeur commerciale, sera présentée à l'examen du Service archéologique en même temps que les caisses ou ballots renfermant les antiquités, prêts à être expédités.

Lorsque l'examen n'aura révélé la présence d'aucun objet de provenance frauduleuse ou suspect et lorsque

Les valeurs commerciales déclarées auront été reconnues exactes par l'estimateur du Gouvernement, les caisses et ballots seront scellés et le permis d'exporter sera accordé contre versement d'un droit de sortie de 5 % de la valeur des objets.

Ce droit de sortie est indépendant des droits perçus par l'Administration des douanes.

Article 48. Si l'examen du Service archéologique révélait la présence d'objets de provenance frauduleuse, ces objets seraient saisis et confisqués au profit de l'Etat. Leurs propriétaires ou leurs exportateurs pourraient être poursuivis en application de la loi relative à la conservation des antiquités.

Les objets de provenance suspecte seraient retenus jusqu'à ce que des explications satisfaisantes aient été fournies à leur sujet.

Article 49. En cas de désaccord entre l'exportateur et l'estimateur du Gouvernement au sujet de la valeur d'un objet en instance d'exportation, le différend serait porté devant un arbitre désigné à la fois par l'exportateur et le Directeur Général du Service archéologique,

Article 50. Le Gouvernement pourra, lorsqu'il le jugera utile au développement des collections nationales, acheter au prix déclaré par son propriétaire toute antiquité inscrite à l'Inventaire des Monuments nationaux pour laquelle un permis d'exporter aura été demandé

— 22 —

Au cas où le propriétaire refuserait de la vendre à l'Etat, l'autorisation de l'exporter ne serait pas accordée.

Article 51. Toute antiquité que l'on tenterait de faire sortir de la Perse sans autorisation régulière serait saisie et confisquée au profit de l'Etat.

Article 52. Les antiquités de la Perse rentrant en Perse devront être présentées au Service archéologique. Leurs détenteurs recevront un certificat d'importation. Ce certificat devra être présenté en cas de réexportation.



— 23 —

A P P E N D I C E.

AUTORISATION D'EXERCER LE COMMERCE DES ANTIQUITÉS

..... est autorisé à exercer le commerce des antiquités à l'intérieur de la Perse aux conditions suivantes :

1°. Cette autorisation est valable pour année à partir du

2°. Le titulaire d'une autorisation d'exercer le commerce des antiquités doit faire peindre lisiblement sur la porte de son établissement l'indication suivante :

«Autorisé à exercer le commerce des antiquités».

3°. Il doit tenir à jour un registre du modèle approuvé par le Service archéologique.

4°. Le droit d'exercer le commerce des antiquités reconnu par la présente autorisation est soumis aux conditions de la Loi relative à la conservation des antiquités du 12 Aban Mah 1309.

5°. Rien dans cette autorisation ne permet l'exportation des antiquités.

Le Ministre de l'Instruction publique,